



Ville de **RIVES**

ARRETE DU MAIRE n°2024-095
Portant AUTORISATION
de tenir un débit de boissons temporaire

Le Maire de la commune de Rives,

Vu les articles L. 3334-1 et L. 3334-2 du Code de la Santé Publique sur l'obligation d'obtenir au préalable une autorisation de la Mairie, L. 3321-1 portant classification des boissons et L. 3335-1 et suivants relatifs aux zones protégées.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles 2212-1 et suivants portant sur les pouvoirs de police du Maire, L. 2122-18 et suivants relatifs aux attributions du Maire,

Vu l'arrêté Préfectoral n° 2013-275-0010 du 2 octobre 2013 fixant l'heure générale de fermeture à 1 heure du matin et portant règlement général de police des débits de boissons et des restaurants dans le département de l'Isère

Vu l'article 18 de la loi de finances pour 2001 parue au JO du 31 décembre 2000 : il n'est plus nécessaire d'effectuer une formalité auprès de la recette locale des Douanes et droits indirects ;

Vu la demande présentée par Madame Maryse GARNIER, vice-présidente Unité Locale de la Croix Rouge Voiron Equipe Rives, en vue d'obtenir l'autorisation de tenir un débit de boissons temporaire prévu **le 25 Février 2024 de 17h à 20h à l'occasion du Théâtre « Charnècles Loisirs »**.

ARRETE :

Article 1er : Madame Maryse GARNIER, vice-présidente Unité Locale de la Croix Rouge Voiron Equipe Rives est autorisée à tenir un débit de boissons temporaire à la salle François Mitterrand à Rives, à l'occasion **du Théâtre « Charnècles Loisirs » le 25 Février 2024 de 17h à 20h**. A charge pour le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions locales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons.

Article 2 : Les boissons du 1er groupe pourront être vendues à cette occasion, à savoir :
- boissons sans alcool : eau, jus de fruits ou légumes, limonades, infusions, cafés, thés, chocolats...

Article 3 : Unité Locale de la Croix Rouge Voiron Equipe Rives, le Maire, la Brigade de gendarmerie et la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Toute personne intéressée dispose d'un délai de recours de 2 mois pour saisir le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux ou pour saisir l'auteur de cette décision, la Ville de Rives, d'un recours gracieux.

Fait à RIVES le 14/02/2024
Le Maire,
Julien STEVANT